

**ÉDITORIAL**MARTIN  
BUXANT

Les intérêts divergents du MR, du cdH et d'Ecolo

**Trois semaines  
et des questions**

**P**lus de trois semaines ont passé et pas un jour – finalement – depuis le 19 juin dernier où l'impréparation d'une décision qui a jeté des millions de francophones dans le chaos ne cesse d'étonner. Car quand on joue les débrancheurs de prise, mieux vaut avoir quelques notions d'électricité.

Or, plus de vingt jours plus tard, que voit-on en examinant le cas de trois formations politiques?

Que les centristes n'avaient absolument rien prévu pour la suite. L'adage dit que gouverner, c'est prévoir, on peut, dès lors, s'interroger sur le sérieux de la conduite d'un État qu'on laisserait entre les mains de ce parti. L'affaire tient tant au fond des dossiers qu'à la forme. Il eut été plus élégant de faire basculer le Parti socialiste à la régulière en remportant un scrutin plutôt qu'en essayant de le jeter par-

dessus bord un lundi midi. Et sur le fond, les entrepreneurs, qui détestent l'incertitude, montrent là aussi des signes de nervosité – ce qui est inquiétant.

**En l'espace de quelques mois de gouvernement, les libéraux auront juste le temps de s'abîmer au pouvoir.**

Deux formations politiques discutaient ce mardi avec le cdH de Benoît Lutgen: Ecolo et le MR. Alors, les libéraux ont-ils intérêt à monter dans une coalition wallonne? Pas vraiment, en

fait. Le doute ne se pose pas sur leur capacité à en être: le MR est un parti de pouvoir et il prendra les leviers s'il le faut. Mais les libéraux, qui marquent quelques points à l'échelon fédéral, peuvent-ils réellement peser sur les politiques en l'espace de quelques mois – la campagne électorale étant à nos portes? Ne devraient-ils pas garder leurs forces en vue des scrutins? Avec Ecolo, l'équation inverse se pose. Les verts, traumatisés par les expériences récentes, refusent de discuter d'autres thèmes que de la gouvernance. Si d'un point de vue politique, c'est compréhensible, d'un point de vue sociétal, en revanche, c'est plus discutable. À une époque où l'urgence climatique est pressante, où la biodiversité se réduit chaque jour, où nos villes suffoquent et où nos enfants en payent le prix, ce parti doit-il rester sur le banc des réservistes?

«Quand on est au pouvoir, quand on veut mettre en œuvre une politique, on doit tenir compte d'im-pératifs et de contraintes. On en paie le prix.» La citation vous est offerte, elle est de Joschka Fischer.